

Editions l'Atelier
Association Le Mouvement Social

La classe ouvrière et le néo-malthusianisme: l'exemple français avant 1914

Author(s): Francis Ronsin

Source: *Le Mouvement social*, No. 106 (Jan. - Mar., 1979), pp. 85-117

Published by: [Editions l'Atelier](#) on behalf of [Association Le Mouvement Social](#)

Stable URL: <http://www.jstor.org/stable/3777796>

Accessed: 17-10-2015 14:45 UTC

Your use of the JSTOR archive indicates your acceptance of the Terms & Conditions of Use, available at <http://www.jstor.org/page/info/about/policies/terms.jsp>

JSTOR is a not-for-profit service that helps scholars, researchers, and students discover, use, and build upon a wide range of content in a trusted digital archive. We use information technology and tools to increase productivity and facilitate new forms of scholarship. For more information about JSTOR, please contact support@jstor.org.



Editions l'Atelier and Association Le Mouvement Social are collaborating with JSTOR to digitize, preserve and extend access to *Le Mouvement social*.

<http://www.jstor.org>

La classe ouvrière et le néo-malthusianisme : l'exemple français avant 1914

par Francis RONSIN

Parmi les nombreux débats théoriques qui ont marqué l'histoire de la classe ouvrière française, celui concernant la limitation volontaire des naissances — ou le néo-malthusianisme — a tenu une place essentielle au cours des années précédant la première guerre mondiale. Marx et Engels avaient, en leur temps, condamné les thèses de Malthus. Leur opposition se limitait toutefois au domaine de l'économie politique : Malthus, en bon philanthrope, ne s'adressait qu'aux classes aisées et c'est à elles qu'il proposait ses recettes susceptibles de faire le bonheur de l'humanité. Le problème s'est posé de façon fort différente lorsque le malthusianisme, transformé par la pensée socialiste, fut proposé à l'adhésion de la classe ouvrière en tant que théorie révolutionnaire. Les penseurs socialistes, particulièrement vigilants face aux risques d'hérésie, combattirent la perspective nouvelle et essentielle dont certains entendaient doter les luttes ouvrières. Il est important de se souvenir que Lénine, lui-même, estima nécessaire de dénoncer le péril néo-malthusien dans un article resté célèbre : « La classe ouvrière et le néo-malthusianisme » (1). La condamnation est sévère :

C'est une chose que la liberté de la propagande médicale et la sauvegarde des droits démocratiques élémentaires du citoyen et de la citoyenne. C'en est une autre que la doctrine sociale du néo-malthusianisme. Les ouvriers conscients mèneront toujours la lutte la plus implacable contre les tentatives faites pour imposer cette doctrine réactionnaire et lâche à la classe de la société contemporaine la plus avancée, la plus vigoureuse et la mieux préparée aux grandes transformations.

La situation en France impose cependant de nuancer fortement ces affirmations de Lénine. Il est révélateur de noter qu'au cours de cette même année 1913 où Lénine rédige son article, Maxime Leroy, dans le chapitre VI du livre 1 de *La Coutume ouvrière*, cite, parmi les « obligations des syndiqués », « l'obligation de limiter le nombre des naissances ». Celui-ci précise :

La limitation volontaire et raisonnée des naissances est une idée qui a pénétré dans la classe ouvrière par les militants anarchistes

(1) La *Pravda*, 16 juin 1913. *Œuvres*, Paris-Moscou, t. XIX, p. 246-248.

influencés par [...] Paul Robin [...]. Elle a été l'objet de discussions et de votes dans quelques organisations ouvrières. Sans être statutaire, si jamais elle doit le devenir, elle tend à se transformer en une sorte d'obligation morale déjà précise.

En fait la contradiction n'est qu'apparente, si le sociologue semble s'opposer à l'homme politique c'est que leurs intentions ne sont pas les mêmes : Maxime Leroy décrit ce qu'il a pu observer, Lénine dénonce ce qu'il considère comme un danger et s'emploie à mobiliser les « ouvriers conscients », c'est-à-dire ses lecteurs. Bien plus, l'on peut soutenir que non seulement ces jugements ne sont pas contradictoires mais qu'ils se complètent : les progrès du néo-malthusianisme au sein de la classe ouvrière ne doivent pas faire oublier l'importance et la vigueur de l'opposition qu'il suscite chez la plupart des leaders ouvriers et socialistes.

Le néo-malthusianisme

Dans le *Bulletin de la Fédération jurassienne* du 12 octobre 1873 on pouvait lire la lettre d'adieu de Bakounine à la vie politique. Profondément las, le vieux tribun libertaire y déclarait : « Dans les neuf dernières années, on a développé au sein de l'Internationale plus d'idées qu'il n'en faudrait pour sauver le monde, si les idées seules pouvaient le sauver, et je défie qui que ce soit d'en inventer une nouvelle. » Nombreux furent cependant ceux qui relevèrent ce défi parmi les disciples même de Bakounine, ainsi Paul Robin qui, croyant voir dans le néo-malthusianisme l'arme indispensable au triomphe de l'harmonie sociale, remarquait, en marge de l'ouvrage où était reproduite cette phrase de son ami : « Rien dans l'Internationale sur la limitation de la population, sur la *bonne naissance* », et poursuivait sa lutte sur un terrain nouveau.

Qu'est-ce que le néo-malthusianisme ? Il faut, dans un premier temps et en quelques phrases, le rappeler.

Tandis que la population tend à croître selon une progression géométrique (2, 4, 8, 16, 32...), les moyens de subsistance augmentent, eux, selon une progression arithmétique (2, 3, 4, 5, 6...), beaucoup moins rapide.

Le caractère pseudo-mathématique de cette loi a fait la partie belle aux détracteurs de Malthus. Il n'est pas défendable, et Engels pouvait faire remarquer avec raison que la table d'Euler appliquée à la population offre exactement la même valeur que le calcul du kreuzer placé à intérêts composés la première année de notre ère et qui, doublant tous les trois ans, représenterait aujourd'hui un bloc d'argent plus gros que la terre. Effectivement, l'intérêt de l'œuvre de Malthus réside plutôt dans la classification qu'il opère des obstacles qui s'opposent à une telle croissance de la population, étant bien entendu que celle-ci est de fait étroitement liée à la masse de la matière alimentaire disponible.

Malthus distingue obstacles répressifs et obstacles préventifs ou

privatifs. Les obstacles répressifs sont la conséquence de la surpopulation et entraînent de cruelles rectifications : famines, guerres, meurtres, misère, épidémies, et même, la plupart des maladies. Les obstacles privatifs sont ceux qui empêchent les naissances : stérilité, célibat... En conséquence de quoi, dans le but « d'améliorer le sort et d'augmenter le bonheur des classes inférieures de la société », Malthus préconise que l'humanité s'efforce de réduire volontairement sa fécondité et ainsi de s'épargner les cruelles manifestations des obstacles répressifs.

Malthus, pasteur et professeur d'université, répondait cependant aux préoccupations de la bourgeoisie sociale de son époque dont son œuvre véhiculait l'idéologie. Le malthusianisme va alors bénéficier d'une série de transformations, donnant naissance au néo-malthusianisme, qui, dans certains cas, dont celui de la France d'avant la première guerre mondiale, prendra une signification révolutionnaire.

Les conceptions morales de Malthus, liées à ses convictions religieuses, sont les premières à avoir été mises à mal. Ce fut l'œuvre d'un certain nombre de précurseurs du socialisme utopique anglais et de « radicaux ». Ceux-ci, tout en prenant conscience des améliorations que le prolétariat pourrait, dans sa situation sociale présente, tirer du contrôle de sa fécondité, ne considèrent pas comme souhaitable l'aliénation sexuelle que le pasteur Malthus, par le recours au *moral restraint* (mariage tardif, abstention des relations sexuelles hors mariage et réduction de leur fréquence au minimum au cours de la vie conjugale...), entendait lui faire accepter (2).

Alors que Malthus affirmait : « Je repousserai toujours, comme étant immoral [...], tout moyen artificiel et hors des lois de la nature que l'on voudrait employer pour contenir la population » (3), Francis Place rétorquait :

Si, par-dessus tout, il était une fois clairement compris qu'il n'est nullement honteux pour les gens mariés d'avoir recours à des moyens de précaution qui, sans nuire à la santé et sans détériorer la délicatesse de la femme, empêchent la conception, on arrêterait du coup l'accroissement de la population au-delà des moyens de subsistance [...]. Le temps est venu [...] d'indiquer ces moyens clairement, ouvertement et sans vergogne (4).

Ce qu'il s'empessa de faire par des distributions de tracts...

L'œuvre de Place fut poursuivie, dans le même esprit, par d'autres militants du mouvement social anglo-saxon, parmi lesquels Robert Owen et son fils Robert Dale Owen, Richard Carlile, Charles Knowlton, Annie Besant, Charles Bradlaugh, Georges et Charles Drysdale, pour aboutir, en 1877, à la création de la première organisation militante néo-malthusienne : The malthusian League.

Il est donc incontestable qu'au cours de cette première période de son histoire le néo-malthusianisme s'est trouvé étroitement lié au

(2) Le fait que la Chine populaire, dans le souci de planifier sa population, ait recours, en complément des techniques contraceptives modernes, à de telles méthodes, peut surprendre...

(3) *Essai sur le principe de population*, livre V, chapitre III.

(4) *Illustrations et preuves du principe de population*, Londres, 1822.

réformisme social et au socialisme utopique anglo-saxon. A partir de la fin du XIX^e siècle, et ceci tout particulièrement en France, le néo-malthusianisme va connaître de nouvelles orientations idéologiques en liaison avec la prise de conscience des lois historiques de la lutte des classes et du rôle politique du prolétariat. A l'origine de cette transformation, la conversion au néo-malthusianisme d'un militant révolutionnaire français : Paul Robin.

Paul Robin est né à Toulon en 1837. Professeur à la Roche-sur-Yon puis à Brest, après être passé par l'Ecole normale supérieure, il est mal noté, tant du fait de certaines hardiesses pédagogiques que de son engagement social. Enfin, en 1865, il démissionne, se rend à Bruxelles au Congrès des étudiants, et s'y installe provisoirement. Il fonde, avec César de Paepe et Eugène Hins, une Association positiviste, collabore au journal proudhonien *La Liberté* et, en 1866, adhère à l'Internationale. En 1869, Paul Robin est expulsé de Belgique pour avoir protesté avec trop de vigueur contre la répression d'une grève. Il se réfugie alors à Genève où il est accueilli par son ami Bakounine. Rentré à Paris en 1870 il milite au côté de Varlin jusqu'à son arrestation et à sa condamnation lors du troisième procès de l'Internationale. Réfugié ensuite à Londres, où il est accueilli par Karl Marx et Stuart Mill, il siègera pendant quelques mois, avant d'en être exclu en tant que bakouniste, au Conseil de l'Internationale. Le ralliement de Paul Robin au néo-malthusianisme, qui s'opère peu après, sera donc celui d'une personnalité du mouvement révolutionnaire et non celui d'un philanthrope. En fait, Paul Robin ne considère pas ce nouvel engagement comme un reniement, il croit fermement avoir décelé la faille théorique qui rendait vain tout effort de révolution sociale. Aussi, logiquement, il s'efforce immédiatement de convaincre ses camarades de combats. Mais ni l'exposé qu'il effectue en personne au congrès libertaire de Saint-Imier, ni l'adresse qu'il fait envoyer au nom de la Ligue anglaise aux socialistes réunis lors du Congrès de Marseille, en 1879, ne sont, à sa grande surprise, pris véritablement en considération. La propagande qu'il dirige en direction de la colonie des réfugiés français de Londres, en particulier en éditant en 1878 son premier feuillet néo-malthusien : *La Question sexuelle*, ne remporte pas plus de succès.

Il est utile de reproduire ici quelques lignes de l'introduction de cette première brochure néo-malthusienne de Paul Robin qui témoigne de la constance de son engagement révolutionnaire :

O vous qu'on appelle prolétaires (c'est-à-dire faiseurs d'enfants), vous qu'écrase l'excès de travail, vous qui êtes mal logés, mal vêtus, mal nourris, si vous sentez vos maux, si vous aspirez à des biens dont la possession vous permettrait de lutter contre la tyrannie si bien organisée de vos oppresseurs, ne vous encombrez pas d'un grand nombre d'êtres plus faibles, plus impuissants que vous ! Ne vous encombrez pas d'enfants ! [...] Cette prudence est aussi désirable dans la bataille industrielle quotidienne que pour la lutte violente au jour, très prochain j'espère, de la révolution sociale.

Paul Robin présente donc le néo-malthusianisme comme un élément de stratégie indispensable au succès du prolétariat dans la

guerre de classe où celui-ci se trouve engagé. Il est persuadé d'avoir découvert *Le Secret du bonheur* (5) ; pour lui, « le problème du bonheur humain a trois parties à résoudre dans cet ordre, et dans cet ordre seul : 1° *Bonne naissance* ; 2° *Bonne éducation* ; 3° *Bonne organisation sociale* » (6).

La victoire politique des républicains en France va alors permettre à Paul Robin de rentrer dans son pays tout en le contraignant à renoncer à la propagande néo-malthusienne. Ferdinand Buisson, à la recherche de pédagogues progressistes, va, en effet, le contacter dans sa retraite londonienne et le convaincre de participer à l'œuvre de rénovation scolaire entreprise par la Troisième République.

Pendant quinze ans, Paul Robin va donc se consacrer à la « bonne éducation » ; d'abord en tant qu'inspecteur de l'enseignement primaire, puis et surtout, en tant que directeur de l'internat mixte de Cempuis.

En 1894, à la suite d'une ample campagne de la presse réactionnaire, Paul Robin est radié de la fonction publique par le conseil des ministres. Ses efforts pour mettre sur pied une pédagogie basée sur les principes libertaires ne pouvaient être tolérés, les calomnies ont fait le reste.

Réduit, par force, à ne plus être qu'un théoricien de l'enseignement, Paul Robin, par principe, multiplie les protestations contre l'injustice dont il a été victime, tandis qu'intérieurement il se réjouit de pouvoir enfin se livrer librement à ce qu'il considère, depuis de longues années, comme le devoir primordial d'un militant révolutionnaire : la propagande pour la « bonne naissance », c'est-à-dire le néo-malthusianisme.

Il n'y a pas lieu, ici, d'entrer dans les détails de l'histoire des mouvements néo-malthusiens français ; il est cependant indispensable d'en préciser quelques données essentielles.

En août 1896, Paul Robin fonde la Ligue de la régénération humaine. La Ligue n'est en réalité qu'un petit groupe de militants comme il s'en créait tous les jours en ces temps où l'utopie paraissait raisonnable. Des progrès extrêmement lents, puis, à partir de 1902, de plus en plus rapides, et cela en liaison avec la constitution d'une solide équipe de propagandistes animée par un permanent rémunéré : Eugène Humbert. En 1908, la Ligue est une organisation relativement importante : son mensuel *Régénération* paraît régulièrement, elle organise de nombreuses conférences, elle a créé des sections extrêmement actives en province et distribué des centaines de milliers de tracts, elle a bénéficié de ralliements nombreux et quelquefois prestigieux.

A la fin de l'année 1908, la Ligue a disparu, très largement victime de son succès. L'autoritarisme de Robin et la gestion d'Humbert sont contestés mais, en fait, les scissions de 1908 sont l'œuvre d'Albert Gros, un individu à la personnalité complexe, ambitieux et très attentif aux bénéfices susceptibles d'être réalisés grâce à la vente des

(5) C'est sous ce titre que Paul Robin rééditera sa petite brochure de propagande : *La Question sexuelle*.

(6) Extrait de : *Sommaire des conférences de Paul Robin sur le néo-malthusianisme*, Paris, 1895.

préservatifs. Première étape : poussé par Albert Gros, Paul Robin se sépare d'Eugène Humbert qui crée sa propre organisation : « Génération consciente » ; deuxième étape : Albert Gros évince Paul Robin, *Le Malthusien* succède à *Régénération* (7).

Ces péripéties ne ralentissent cependant pas le succès du néo-malthusianisme. Le pluralisme et la concurrence, qui ne cessent dès lors de se développer, semblent plutôt lui être profitables. En effet, à côté de l'organisation dirigée par Eugène Humbert, la plus puissante et la plus dynamique, Albert Gros, malgré ses violentes attaques contre Paul Robin, conserve au *Malthusien* une part des lecteurs du défunt *Régénération*, tandis que la propagande anti-nataliste et la vente des préservatifs suscitent de nouvelles vocations. Une distinction s'impose parmi les nouveaux foyers de propagande néo-malthusienne qui se créent ainsi : si certains sont des entreprises à but véritablement commercial et qui remettent, en quelque sorte, au goût du jour la très ancienne profession de marchand de remèdes et procédés anticonceptionnels ou abortifs, il en va autrement des réseaux de vente qui se créent au sein des groupes anarchisants ou socialistes révolutionnaires pour qui la recherche de ressources financières a pour motivation principale les besoins de la propagande et est liée à un incontestable ralliement idéologique. Enfin, la création en 1911 de la Fédération des groupes ouvriers néo-malthusiens, et les nouvelles orientations du mouvement néo-malthusien qu'elle révèle, constituent un événement d'une grande importance et sur lequel il y aura lieu de revenir.

Lorsqu'éclate la première guerre mondiale, le néo-malthusianisme est à l'apogée de son audience. La multiplication des organisations s'est accompagnée de modulations théoriques qui ont largement amplifié le champ de ses interventions. C'est alors que tout s'écroule... En dépit de la force sans cesse croissante des campagnes anti-malthusiennes, la répression, faute d'une législation appropriée et malgré des abus de droit scandaleux, n'avait pu jusqu'alors venir à bout des « agissements néo-malthusiens ». L'état d'exception, lié à la guerre, permet en revanche une interdiction totale de la propagande anti-nataliste (sans aucun doute « financée par Berlin »). A la suite de quoi, le 31 juillet 1920, avant même que le mouvement ait pu se réorganiser, le vote de la loi la plus sinistrement célèbre du Code pénal français rend cette interdiction définitive. Les néo-malthusiens qui, principalement autour d'Eugène Humbert et de sa *Grande Réforme*, persévèrent dans leur lutte seront désormais traqués, la plus grande prudence leur sera imposée et toute action directe interdite, sans qu'ils évitent pour autant la prison.

Le 31 juillet 1914 est donc une date charnière pour l'histoire du mouvement néo-malthusien français : c'est la fin de ses espoirs de constitution d'un mouvement politique de masse. La principale raison de cet échec semble avoir été l'incapacité des néo-malthusiens à réunir autour d'eux les couches sociales les plus opprimées : les femmes, d'une part, les ouvriers, d'autre part... Incapacité, peut-être,

(7) Malade, profondément éprouvé par ces machinations, Paul Robin abandonne la lutte en conservant la propriété du titre de son journal. Il devait se suicider quatre ans plus tard.

mais il faut prendre conscience de la dimension des obstacles à surmonter, des données idéologiques et sociales dont la réalité s'impose, et souvent s'oppose, avec force au projet révolutionnaire néo-malthusien.

En ce qui concerne le monde ouvrier, la propagande néo-malthusienne s'est trouvée confrontée d'une part, à des éléments déjà riches d'une conscience de classe et donc adhérents à une philosophie politique qui, selon les cas, pouvait soit s'élargir à la dimension démographique soit la rejeter comme inincorporable à ses structures, d'autre part, à des éléments inconscients et donc très largement soumis à l'idéologie bourgeoise dominante.

Toutefois, si l'on veut avoir une idée satisfaisante des rapports existant entre néo-malthusianisme et mouvement ouvrier, il est indispensable de garder à l'esprit quelques données de base de l'histoire sociale qui doivent servir de cadre à une telle étude.

Il n'y a pas identité entre le mouvement ouvrier de l'époque et l'ensemble formé par les militants socialistes, anarchistes et syndicalistes. L'anarchisme et le socialisme ne constituent pas des sous-ensembles à l'intérieur du mouvement ouvrier, mais des mouvements idéologiques d'origine extérieure à celui-ci et qui s'y développent, selon les cas, de façon plus ou moins grande. Lénine, citant Kautsky, estimait que « la conscience socialiste est un élément importé du dehors de la lutte de classe du prolétariat et non quelque chose qui en surgit spontanément ». Quant au syndicalisme de ce début du siècle, il reste souvent très attaché au proudhonisme, ce qui s'explique par la place encore grande qu'occupent en son sein certains petits patrons artisans. De fait, de nombreux militants socialistes, anarchistes ou même syndicalistes, ne sont ni par leur situation économique-sociale, ni par leur culture, des ouvriers...

D'autre part, le mouvement ouvrier est également influencé, de façon certes beaucoup moins importante, par des courants d'idées qui n'ont rien de spécifiquement prolétarien : le christianisme social, le courant républicain-radical, le coopératisme...

Cependant, malgré ces influences extérieures, le mouvement ouvrier conserve son originalité. Les diverses doctrines sociales qui influencent certains de ses membres sont, en retour, profondément transformées par sa propre dynamique. Il existe, par exemple, une différence très marquée entre socialisme prolétarien et socialisme petit-bourgeois, différence que ne recoupe pas la distinction entre partisans de Guesde et partisans de Jaurès.

Les doctrines économique-politiques progressistes se développent au sein d'un ensemble dont le monde ouvrier constitue une part originale, ayant ses propres exigences et ses propres traditions.

Enfin, ces différents courants ne sont souvent, ni pratiquement ni même théoriquement, en opposition les uns par rapport aux autres : il est possible, par exemple, d'être à la fois syndicaliste, socialiste, coopérateur et chrétien. « Les ouvriers conscients », pour paraphraser la citation de Lénine qui débute cet article, sont alors, d'une façon générale, doués d'une conscience de classe qui dépasse de loin en intensité tout l'attachement qu'ils peuvent ressentir vis-à-vis de

telle ou telle doctrine — celles-ci étant d'ailleurs, du fait des grandes opérations d'unification, suffisamment vagues pour accueillir des individus dont les conceptions sont très éloignées les unes des autres.

C'est alors qu'apparaît le néo-malthusianisme... Une nouvelle théorie d'origine bourgeoise au service du prolétariat...

Le néo-malthusianisme va donc s'employer à constituer un nouveau pôle d'attraction au sein du mouvement progressiste, et, tout particulièrement, au sein du mouvement ouvrier. Toutefois, le néo-malthusianisme est une théorie économico-politique extrêmement incomplète. S'il se présente comme une méthode infaillible de construction d'un nouvel ordre social, il ne prévoit que les structures démographiques de cette société future. Il se prétend donc un complément et non un concurrent des autres théories progressistes. La plupart des militants néo-malthusiens, pour leur part, l'ont bien compris ainsi. Ils sont néo-malthusiens tout en restant anarchistes, socialistes, syndicalistes, etc., et ils s'étonnent sincèrement de l'opposition que peut rencontrer leur propagande auprès de camarades ayant par ailleurs les mêmes convictions qu'eux.

Anarchistes et néo-malthusianisme

Le néo-malthusianisme est ainsi condamné de façon quasi unanime par les anarchistes « purs et durs » : « les communistes ». Dès 1877, Paul Robin, fraîchement converti, devait être surpris par l'incompréhension, et même l'opposition, qu'il rencontra auprès de James Guillaume, Pierre Kropotkine et des compagnons réunis pour le congrès libertaire de Saint-Imier. L'opposition des grands théoriciens du communisme libertaire à la loi de la population ne devait jamais faiblir. Si Kropotkine considérait l'action de Paul Robin comme une trahison de la révolution, le jugement d'Elisée Reclus n'était guère moins sévère : « Elisée Reclus que j'ai aimé et vénéré pendant trente-cinq ans, appelle dans un journal brésilien, *L'Aurora*, notre propagande une grande mystification » (8). Quant à Jean Grave, il qualifiait ainsi le néo-malthusianisme : « c'est la doctrine la plus réactionnaire que je connaisse » (9) et il s'employa périodiquement à rappeler cette condamnation dans son journal *Les Temps nouveaux*. Cependant, bien des disciples de Kropotkine, Reclus et Grave étaient loin de partager leur rigueur dogmatique. A côté de Paul Robin, Léon Marinont, qui fut le premier administrateur-gérant de *Régénération*, se voulait également communiste avant d'adhérer au Parti socialiste unifié. Quant à Eugène Humbert il ne connut également le néo-malthusianisme qu'après avoir été gagné au communisme libertaire par un camarade de travail, Lapique, qui était à Nancy, où il résidait alors, le correspondant de Jean Grave et le dépositaire de *La Révolte*.

Le néo-malthusianisme devait, en revanche, rencontrer un accueil beaucoup plus favorable auprès des anarchistes groupés autour du

(8) Paul Robin, dans *Régénération* de juin 1905.

(9) *Le Syndicalisme dans l'évolution sociale* (1908). Il faut signaler que, dans le même texte, Jean Grave condamne également d'autres hérésies du mouvement libertaire : « l'éducationnisme », le syndicalisme et l'antimilitarisme.

Libertaire. Dès 1900, Antignac y écrit deux articles favorables à Robin et à sa Ligue et se charge de la propagande directe auprès des anarchistes de Bordeaux. Puis Urbain Gohier est gagné à son tour (10).

Les arguments favorables et défavorables aux néo-malthusiens vont, pendant plusieurs années, alterner au sein des colonnes du *Libertaire*, jusqu'à ce que, dans le courant de l'automne 1903, soit réalisée une conversion d'une importance considérable : celle de Sébastien Faure. Paul Robin avait tenté à plusieurs reprises de gagner Sébastien Faure à ses idées. Sans y être réellement hostile, celui-ci était, pour le moins, très sceptique. L'enthousiasme du jeune militant anarchiste qu'était alors Eugène Humbert lui donna semble-t-il à réfléchir. Il accepta d'étudier avec beaucoup plus d'attention le problème de la population et, après plusieurs visites d'Humbert, adhéra au néo-malthusianisme.

Sébastien Faure était alors une des figures les plus prestigieuses du mouvement ouvrier. Orateur prodigieux, il faisait se déplacer et se passionner les foules, la dizaine de grandes conférences néo-malthusiennes au cours desquelles il devait prendre la parole connurent toutes un succès spectaculaire.

Bien qu'elle ait été, en définitive, totale, la conversion du *Libertaire* aux thèses néo-malthusiennes fut très progressive. Ainsi, en 1904, alors que la parution du livre de Gabriel Giroud, *Population et subsistance*, relance la polémique dans les milieux anarchistes et qu'elle suscite de violentes critiques de la part de Jean Grave et d'Elisée Reclus, la controverse occupe six numéros successifs du *Libertaire*, au cours desquels Jeanne Dubois, Eugène Humbert et Paul Robin s'efforcent de répondre aux attaques de Victor Méric et de Francis et Georges Paul. Puis, Victor Méric fut convaincu à son tour, ainsi que Louis Matha qui assurait la direction du *Libertaire* en remplacement de Sébastien Faure (11) trop occupé par son activité de tribun et l'organisation de la « Ruche », le pensionnat libertaire qu'il avait fondé en 1901. *Le Libertaire* devint alors franchement néo-malthusien, à tel point que Matha envisagea en 1908, en profitant de la disponibilité forcée de Paul Robin, de faire du néo-malthusianisme la nouvelle base théorique du journal et qu'il organisa, avec son amie Louise Sylvette, l'un des réseaux de vente de brochure anti-natalistes et d'objets de préservation sexuelle le plus prospère.

Chez les individualistes, la seule opposition sérieuse fut celle de Libertad ; celui-ci cependant, comme il devait s'en expliquer au cours d'une conférence organisée par la Chambre syndicale des ouvriers graveurs et ciseleurs sur métaux (CGT) le 26 août 1904, condamnait uniquement le néo-malthusianisme du point de vue social : avec Elisée Reclus, il estimait que la terre pouvait produire suffisamment pour nourrir tous ses habitants ; en revanche, il admettait le néo-malthusianisme du point de vue « individuel », ce qui, chez un individualiste, revêt une certaine importance.

L'équipe rédactionnelle du *Malthusien* se trouva d'ailleurs pres-

(10) Ecrivain de talent, mais journaliste professionnel, Urbain Gohier devra souvent faire le silence sur ses convictions néo-malthusiennes : ainsi à *L'Aurore*.

(11) *Le Libertaire* avait été fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel.

que uniquement composée d'anarchistes individualistes : Albert Lecomte, Edmond Potier, Manuel Devaldès, Armand se voulaient « anarchistes individualistes » pratiquant « l'éducationnisme » :

La misère, la souffrance, l'oppression qu'ils aperçoivent autour d'eux, suffit, après réflexion, à leur faire remarquer que moins un être humain a de charge, plus il est indépendant de ceux qui l'exploitent et le dominant [...]. La fécondation irréfléchie ravale la femme au rang d'une pondeuse et fait de l'homme qui accepte les charges de la paternité une bête de somme (12).

De leur côté, Marestan et Lorulot se livraient au même combat de façon « individuelle » : Jean Marestan, par la publication de son livre *L'Education sexuelle*, qui se vendit à près de 150 000 exemplaires et par les dizaines de conférences qu'il prononça, Lorulot, en développant les thèses néo-malthusiennes dans les journaux qu'il dirigea (*L'Anarchie* puis *L'Idée libre*) et en organisant, à l'exemple de Matha, son propre réseau de vente de préservatifs.

Opposition des communistes, adhésion des individualistes... L'on ne saurait cependant juger de l'attitude du courant anarchiste envers le néo-malthusianisme par la seule étude des prises de position de ses « vedettes » et de ses journaux les plus importants. L'anarchie c'est alors, également, une multitude de petits groupes et d'individus isolés, de petites feuilles à parution plus ou moins régulière et brève, qui, à en croire les malthusiens, donnent de multiples preuves de leur solidarité. Mais l'anarchie est surtout un courant de pensée, certainement le plus puissant de ceux qui traversent le mouvement ouvrier de cette époque ; il domine le syndicalisme et exerce même une influence profonde sur un bon nombre de militants du Parti socialiste.

L'attitude du mouvement syndical

En fait, les anarcho-syndicalistes sont certainement ceux, parmi tous les anarchistes, qui se rallient de la façon la plus précoce et la plus massive au néo-malthusianisme. Ralliement extrêmement précieux : l'anarcho-syndicalisme est alors la tendance la plus importante du mouvement syndical français, elle en est pour ainsi dire l'âme, à un moment où le syndicalisme apparaît à ses militants comme la forme la plus pure de l'organisation ouvrière, la plus efficace tant en ce qui concerne les luttes revendicatives que le combat politique. Qu'ils soient anarchistes, socialistes ou même chrétiens, réformistes ou révolutionnaires, les syndicalistes sont, encore, avant tout des syndicalistes, et c'est de l'action syndicale qu'ils attendent la réalisation de leur idéal social ou politique.

Dès janvier 1903, on pouvait lire dans *Régénération* : « C'est surtout par les organes des syndicats et par les publications libertaires que nous arrivons à être connus. » En juin de la même année, *Régénération* donne quelques indications sur la façon dont s'est opérée cette conversion « des groupes d'ouvriers syndiqués » :

(12) ARMAND, « Le malthusianisme, le néo-malthusianisme et le point de vue individualiste », *Le Malthusien*, février 1911.

Au début, plusieurs de ceux-là aussi, nous ont fait grise mine [...]. Les travailleurs, si souvent dupés par des mouvements d'origine bourgeoise, ne pouvaient pas se garder d'une certaine méfiance en présence de cette prédication nouvelle. Imprégnés, comme tous les modernes, des odieux préjugés de pudeur factice imposés par la longue oppression du christianisme, quelques-uns faisant la plus étrange des confusions, n'y ont vu qu'une nouvelle manifestation de la pornographie ! [...] Chaque jour amène à nos idées un nouveau journal ouvrier, un nouveau groupe de travailleurs émancipés.

La liste de ces petits journaux favorables au néo-malthusianisme serait trop longue à citer. Quelques titres cependant pour dresser le décor : *L'Ouvrier chapelier de France*, *Le Réveil de l'assainissement*, *Le Progrès culinaire*, *L'Ouvrier teinturier*, *L'Echo des travailleurs municipaux*, *La Fonderie*, *L'Ouvrier métallurgiste*, *Le Réveil des mécaniciens*, *L'Avenir forain*, *Le Bulletin de l'Union des institutrices et des institutrices de la Seine*, *Le Travailleur fougerois*, *L'Ouvrier vosgien*, *Le Cri postal* (organe des sous-agents des postes)... On pourrait citer une centaine de titres, c'est impressionnant, c'est significatif !

C'est l'un de ces petits organes ouvriers, *Le Réveil syndical*, de Lens, qui aura l'honneur d'être le premier journal poursuivi en justice pour avoir fait paraître des articles néo-malthusiens qualifiés de pornographiques. On sait que pour lutter contre le réformisme de la vieille Fédération nationale des mineurs de Basly, un militant anarchiste, Broutchoux, avait créé une organisation concurrente : La Fédération syndicale des mineurs. *Le Réveil syndical*, qui paraît en avril 1903 et qui deviendra bientôt *L'Action syndicale*, est l'organe de la nouvelle fédération. Dès ses premiers numéros, *L'Action syndicale* prend vigoureusement position en faveur du néo-malthusianisme tandis que Broutchoux et son équipe diffusent les tracts et les brochures de la Ligue de la régénération humaine et vendent une grande quantité de produits et d'objets anticonceptionnels.

Le 4 novembre 1903, à la Chambre des députés, Georges Berger fait des observations sur la « sûreté générale » : il s'étend sur la pornographie qui envahit les boulevards parisiens, en arrive à lire un passage du *Réveil syndical* et demande la création d'une police spéciale, semi-officielle, pour lutter contre de tels faits. *Le Réveil syndical* répond à cette attaque par un article du 8 novembre signé par sa commission de rédaction et intitulé : « Ne faisons plus d'enfants ». La République, outragée dans ses « bonnes mœurs », condamne deux des collaborateurs du journal, Méresse et Becquet, à cinquante francs d'amende, et Broutchoux à vingt jours de prison. Ils seront cependant acquittés en appel grâce à la brillante défense d'un avocat de la CGT, lui-même néo-malthusien, Wilm, et à un meeting imposant auquel Paul Robin participa en personne. Ces graves déboires ne devaient cependant pas ralentir l'ardeur de *L'Action syndicale* qui continue la publication d'articles anti-natalistes sous la signature d'un fort joli pseudonyme : Adultérine.

La presse officielle de la CGT se montre également favorable au néo-malthusianisme. Ainsi les articles prônant la limitation volontaire des naissances se succèdent régulièrement dans *La Voix du peuple* ; *La Bataille syndicaliste* annonçait les différentes conférences

et réunions néo-malthusiennes et leur donnait ainsi une publicité nationale.

Plusieurs fédérations professionnelles votent des notions pour le moins favorables aux thèses néo-malthusiennes mais qui, généralement, témoignent de la persistance de fortes réticences à un engagement trop net. En septembre 1909, c'est le congrès de Fougères de la Fédération nationale des cuirs et peaux qui engage ses militants adhérents à s'adonner à la propagande néo-malthusienne, mais, toutefois, estime qu'il ne s'agit pas là du rôle de la Fédération et repousse une motion proposant que le congrès fédéral discute de la question de la limitation des naissances. Opinion assez proche de celle qui semble être majoritaire à l'intérieur de la Fédération des travailleurs du bâtiment. En effet, tant à son congrès d'Orléans en 1910 qu'à celui de Bordeaux deux ans plus tard, elle se refuse à aller plus loin qu'une approbation nuancée : « Sur le néo-malthusianisme, la commission estime que cette question relève plus de la conscience individuelle que des préoccupations syndicales. Néanmoins elle croit devoir appeler l'attention sur la trop grande procréation, cause de chômage, de misère et de dégénérescence » (13). On retrouve de semblables préoccupations chez les travailleurs de la céramique, dont le congrès de Lyon (1911) :

tout en reconnaissant que la surpopulation est une des causes qui entraîne le chômage, sévissant avec intensité sur la classe ouvrière, considère que la propagation de la doctrine néo-malthusienne relève de la conscience individuelle ; invite les camarades à s'inspirer des conséquences produites par la surpopulation, tant au point de vue économique que social.

Que peut-on conclure de l'examen de cette série de décisions syndicales prises au niveau des fédérations professionnelles ? Il est de coutume de mettre l'accent sur la résistance aux thèses néo-malthusiennes qui se manifesterait par le vote de textes de compromis. Ce sont les néo-malthusiens qui, les premiers, ont eux-mêmes mis en lumière certains désaccords. Les textes cités ci-dessus ne les satisfont pas, mais est-ce suffisant pour affirmer qu'ils témoignent d'une opposition aux théories néo-malthusiennes ? On peut les lire et les relire, il ne s'y trouve rien qui aille en contradiction avec les idées défendues par Robin et ses disciples. Bien au contraire, le danger de la surpopulation est, chaque fois, rappelé avec force. Si le désaccord existe bel et bien, celui-ci ne concerne pas la théorie mais plutôt la stratégie : il s'agit de la mise en présence de différentes conceptions du partage des tâches à l'intérieur des organisations progressistes, et, plus particulièrement, du rôle des syndicats. La majorité qui se dégage à l'intérieur des différentes fédérations syndicales, ici citées, préfère, tout en précisant dans quel sens vont ses idées quant au problème de la population, laisser à d'autre la propagande néo-malthusienne. Cela s'explique d'autant plus qu'il se serait agi d'une grave violation de la coutume et de la volonté syndicale : les organisations de la base tiennent beaucoup à leur originalité et à

(13) Extrait de la motion finale adoptée à l'issue du congrès de Bordeaux.

leur indépendance. Aussi les organisations syndicales qui témoignent vis-à-vis de la propagande néo-malthusienne de la sympathie la plus enthousiaste ne perdent jamais de vue leur propre vocation, ainsi que l'on peut remarquer grâce à une lecture attentive de la profession de foi néo-malthusienne adoptée en 1912 par le congrès de la Fédération des bûcherons et dont le texte suit :

Considérant l'utilité de la propagande néo-malthusienne qui oppose des arguments irréfutables aux enseignements idiots des repopulateurs, considérant que la doctrine néo-malthusienne conseille avec sagesse aux travailleurs de n'avoir pas plus d'enfants qu'ils n'en peuvent nourrir convenablement, et leur indique les moyens pratiques d'éviter les nombreuses progénitures ;

Considérant que la limitation des naissances dans le prolétariat est actuellement l'un des moyens les plus efficaces pour apporter un peu de soulagement à la misère humaine, un peu de mieux-être dans les foyers ouvriers, pour libérer les travailleurs de l'exploitation capitaliste en réduisant le nombre des bras sur le marché du travail ;

Considérant que le néo-malthusianisme est une doctrine très humaine, qui donne à la femme des droits en la libérant des pièges de l'amour, et qui fait connaître les moyens scientifiques de s'affranchir de la tyrannie de l'homme ;

Envoie un salut fraternel aux vaillants néo-malthusiens qui luttent avec énergie pour un avenir meilleur en faveur des classes opprimées, au mépris des lois stupides que Marianne III édicte et applique contre eux.

J'ai souligné cette dernière phrase pour bien montrer que ce salut, bien que « fraternel », recouvre incontestablement une certaine prise de distances.

En revanche, et bien que cela n'apparaisse pas obligatoirement comme évident, l'on peut considérer que l'extrait suivant du compte rendu des débats du congrès des syndicats d'instituteurs de 1912, témoigne, en un certain sens d'un engagement néo-malthusien beaucoup plus profond :

Un débat assez long s'engage sur les indemnités familiales, dont certains veulent la suppression. Mlle Marie Guillot, au contraire, les estime nécessaire.

M. Thomas (de l'Ain) a un moyen très simple d'éviter les charges familiales, et il le recommande aux camarades miséreux : c'est la doctrine du néo-malthusianisme.

Les allocations pour charge de famille sont rejetées par 58 mandats contre 18 et 5 abstentions (14).

Les instituteurs ne prennent pas position sur le fond, ils ne rédigent pas un manifeste dénonçant les dangers sociaux de la croissance démographique, ils font beaucoup plus... La plupart des instituteurs vivent alors médiocrement, et pourtant ils envisagent de renoncer au maigre supplément de traitement que constituent les indemnités familiales. Le rôle d'un syndicat n'est pas d'exiger que

(14) *Les Débats*, 19 août 1912.

l'on revienne sur les avantages acquis et les syndicats d'instituteurs ne faillissent pas à leur devoir, tout simplement, ils sont néo-malthusiens ! Pour eux, les indemnités familiales ne sont pas une conquête sociale mais un piège que la bourgeoisie tend aux travailleurs...

Pourtant le néo-malthusianisme a rencontré, au sein du monde syndical, quelques très vives oppositions.

Le 17 février 1904, à Roubaix, Victor Cornil a bien du mal à parler devant le syndicat du textile (15) et ceci du fait de l'opposition du bureau composé en grande partie de guesdistes.

En février 1904, Villette, du syndicat des coiffeurs, demande au comité général de la Bourse du travail de Versailles qu'une conférence de la Ligue de la régénération humaine soit organisée. La proposition Villette est repoussée par dix-neuf votants contre un. La conférence a lieu malgré cela. Jeanne Dubois et Luquet (le secrétaire de la Fédération des coiffeurs) y prennent la parole.

En mai de la même année, le syndicat des coiffeurs prétend organiser une seconde conférence néo-malthusienne et en est physiquement empêché. Le très réactionnaire *Petit Seine-et-oisien* du 26 mai commente ainsi cet incident :

J'eus la naïveté de m'étonner que la police des mœurs ou le Procureur de la République ne soient pas intervenus [...]. Les rudes travailleurs qui font partie de la Bourse du travail [...] ont expulsé sans tambours ni trompettes les êtres inconscients ou sans scrupules qui, pour écouler le fond de magasin de quelque malhonnête potard, ont confondu les revendications sociales avec les sadiques théories abortives ou... préventives dont ils se faisaient les apôtres.

A la suite de quoi, en juin, le syndicat des coiffeurs est exclu de la Bourse du travail de Versailles.

Une telle décision ne risquait pas d'être approuvée par la Fédération des Bourses du travail qui est, tout entière, du côté des néo-malthusiens. Yvetot, son secrétaire qui milite avec ardeur pour le néo-malthusianisme, est partisan de l'exclusion de la Bourse de Versailles de la Fédération des Bourses. Le comité fédéral adopte toutefois une position moins radicale :

Le comité fédéral des Bourses [...] a adopté à l'unanimité l'ordre du jour suivant présenté par le camarade Luquet, délégué des Alpes maritimes. Le comité fédéral des Bourses invite la Bourse du travail de Versailles à réintégrer, sans condition, le syndicat des coiffeurs [...]. Le comité blâme l'attitude du secrétaire de la Bourse.

La CGT, lors de son huitième congrès, à Bourges en 1904, confirme cette résolution et vote l'admission du syndicat des coiffeurs en son sein et sa réadmission à la Bourse de Versailles. *Régénération* de janvier 1905 commente ainsi cette victoire :

(15) Le syndicat du textile de Roubaix, étroitement contrôlé par les guesdistes, compte « des maçons, des chaudronniers, en un mot des hommes de toutes les corporations sans que jamais le parti ait essayé de les grouper dans leurs syndicats respectifs » (Intervention de Merrheim au congrès de la CGT d'Amiens en octobre 1906).

Le syndicat des ouvriers coiffeurs qui avait été exclu de la Bourse du travail pour avoir organisé la conférence de Jeanne Dubois et Luquet, vient, à la suite de discussions orageuses, d'être réintégré.

Comme compensation, le citoyen Louis Maurice, délégué de cette Bourse, leur fera une conférence sur la limitation des naissances.

Les syndicats les plus favorables au néo-malthusianisme estiment nécessaire de bien marquer le caractère particulier de leur vocation ; des oppositions d'origines diverses, parfois liées au Sillon mais le plus souvent d'origine guesdiste, se manifestent, bref, le mouvement syndical français, soucieux de préserver son unité, ne va pas s'engager à fond, de façon officielle, dans le combat néo-malthusien. A-t-il été pendant un temps tenté de le faire ? Le problème se pose à propos du congrès confédéral de Bourges.

Dans *La Coutume ouvrière*, Maxime Leroy écrit : « Au congrès confédéral de Bourges de 1904, la Fédération syndicale des mineurs du Pas-de-Calais et la Bourse du travail de Saint-Denis déposèrent un rapport qui a résumé toute l'argumentation néo-malthusienne. » Ce fait est confirmé par un article de Louis Grandidier paru en décembre 1910 dans *La Voix du Peuple*. Dans *Génération consciente* de septembre 1911 il est en outre précisé :

C'est d'abord le congrès national de Bourges qui, sur la proposition de la Fédération syndicale des mineurs du Pas-de-Calais et de la Bourse du travail de Saint-Denis discuta le rapport qui lui était présenté et finalement adopta la résolution suivante : « Le 14^e congrès national corporatif, réuni à Bourges, sur la proposition de [...], et après examen de la dite proposition, prend en considération le vœu formulé et invite les groupements et organisations à propager ardemment les principes et notions émis, édités en brochures, livres et journaux, par la Ligue de la régénération humaine (27, rue de la Duée, Paris 20^e) pour aider la propagande de prudence procréatrice que cette Ligue a entreprise dans un but essentiellement humanitaire et d'utilité sociale. »

Or cette décision ne se trouve mentionnée ni dans *Régénération* ni dans le volume des *Actes* de ce congrès (14^e congrès national corporatif, 8^e congrès de la CGT, Bourges 1904).

Si un tel texte a pu être voté, il est beaucoup plus significatif de remarquer que la CGT n'a jamais déployé beaucoup d'efforts pour en vérifier ou en stimuler l'application. Les déclarations de soutien que nous avons pu signaler : motions adoptées dans des congrès, articles des journaux professionnels sont le résultat d'initiatives autonomes et non de directives confédérales. Il en est de même des initiatives d'action directe néo-malthusienne qu'ont pu entreprendre quelques organisations ouvrières en passant outre l'éthique syndicale.

De très nombreuses Bourses du travail fournissent les locaux nécessaires à la tenue de conférences néo-malthusiennes. Les groupes néo-malthusiens de Brest, d'Alais, de Saint-Denis, de Sens, de Puteaux... ont leur siège au sein des Bourses du travail de ces localités ; ils y disposent même d'un bureau dans lequel ils vendent des brochures de propagande mais également des préservatifs. La

Fédération des groupes ouvriers néo-malthusiens a élu domicile, lors de sa fondation, dans la Bourse du travail de Puteaux !

Un certain nombre d'organisations annexes des Bourses du travail sont également très liées avec les néo-malthusiens : la maison des syndiqués du 13^e arrondissement à Paris abrite un Groupe ouvrier néo-malthusien ; Jean Marestan, Camille Cauvin donnent de nombreuses conférences sous les auspices de comités intersyndicaux...

Les Jeunesses syndicalistes regroupaient, tant au sein des Bourses du travail que des syndicats professionnels un certain nombre de militants, jeunes certes, mais, surtout, le plus souvent anarchisants et toujours révolutionnaires. Ces organisations, très autonomes, relevaient plus de l'éducation populaire que de l'action syndicale. Si elles participaient de façon active à toutes les grandes luttes sociales, leur principal but était la réflexion sur des sujets liés à l'émancipation du travail que le cadre syndical ne permettait pas d'étudier à fond. Ainsi, elles se préoccupèrent de la lutte anti-alcoolique, entamèrent des actions anti-militaristes, bien avant que les syndicats et le Parti socialiste ne lancent leurs grandes campagnes, et, tout naturellement, se penchèrent sur le problème de la limitation des naissances... Les Jeunesses syndicalistes furent, d'une façon générale, gagnées au néo-malthusianisme ainsi que le prouve l'ordre du jour adopté lors de leur congrès national qui se tint à Paris en juillet 1913. Certaines d'entre elles, même, devaient adhérer en tant que telles aux organisations néo-malthusiennes existantes ; ce fut le cas de celles du Mans, de Brest, et peut-être d'autres encore.

Enfin, décisions encore plus graves, certains syndicats professionnels décidèrent de devenir des organisations néo-malthusiennes : tel le syndicat parisien des boursiers maroquinières qui adhéra à la Fédération des Groupes ouvriers néo-malthusiens !

Or, si la CGT n'encouragea pas de telles actions, elle ne les jugea jamais incompatibles avec l'appartenance syndicale. Face au néo-malthusianisme le mouvement syndicaliste français éprouvait une gêne certaine mais une sympathie incontestable.

Les socialistes

Troisième grande famille du mouvement ouvrier de l'époque : les socialistes.

En 1905, les trois grands partis socialistes français, Parti socialiste français de Jean Jaurès, Parti socialiste de France de Jules Guesde, Parti ouvrier socialiste révolutionnaire de Jean Allemane se regroupent au sein de la Section française de l'Internationale ouvrière appelée également Parti socialiste unifié (PSU). De plus, la dynamique unitaire ayant joué, le plus grand nombre des petits groupes socialistes s'était joint au nouveau parti unifié. L'existence d'un parti socialiste unique (les socialistes indépendants sont très peu nombreux et ne peuvent généralement plus être considérés comme faisant partie du mouvement ouvrier) semble devoir, pour un esprit de la seconde moitié du XX^e siècle, faciliter grandement une étude du type de celle qui est entreprise ici. Il n'en est rien : les socialistes se sont rangés

sous une même bannière et non sous une même idéologie ; le Parti socialiste regroupe de nombreux courants idéologiques mais n'en constitue pas un. La discipline de parti qui joue, certes, en ce qui concerne certaines grandes orientations politiques, est limitée par cette carence ou cette pléthore d'idéologies. L'étude des rapports entre socialistes et néo-malthusiens est, peut-être, l'un des axes de recherche qui permettent le mieux de mettre en évidence le manque total d'homogénéité que dissimule l'usage du label « socialiste »...

Les premières tentatives de Robin en direction des socialistes organisés se soldèrent toutes par des échecs. Dès juillet 1879, il propose à la Ligue malthusienne anglaise d'envoyer au congrès ouvrier de Marseille, où le courant collectiviste fut majoritaire, on le sait, et qui devait se tenir en septembre, une *Adresse* attirant son attention sur l'importance, en ce qui concerne la lutte sociale, de la limitation volontaire des naissances. Robin rédigea lui-même cette *Adresse* dont le texte fut adopté par le conseil de la Ligue anglaise et envoyé à tous les membres du congrès (le bureau pour sa part en recevant un paquet !). Ce travail fut très mal reçu par la très grande majorité des congressistes ; il suscita indifférence, mépris, colère. Le procès-verbal du congrès n'en fit pas la moindre mention.

Paul Robin essaya ensuite, sans plus de succès, de faire un long article néo-malthusien dans la *Revue socialiste*. Dans ce but, il adresse, en juin 1890 et février 1891, un article à son ami Benoît Malon qui le lui retourne avec une lettre d'explication : « En ce moment où la mentalité française est si préoccupée de dépopulation, c'eût été [...] aller au-devant de plus de cent désabonnements, car cet article aurait soulevé l'indignation. » Quelques mois après sa révocation de Cempuis, en 1894, il propose de nouveau ce même article à George Renard qui a succédé à Benoît Malon. Nouveau refus : « le néo-malthusianisme sonne mal aux oreilles des socialistes ». Robin n'a pas plus de succès auprès de Millerand et de son quotidien : *La Petite République* (16).

Le néo-malthusianisme de Robin n'effraie et ne scandalise toutefois pas tous les socialistes : en 1894, les allemanistes songent très sérieusement à le présenter comme candidat à la députation dans le 13^e arrondissement de Paris à la place de Hovelacque démissionnaire. Les archives de la Préfecture de police montrent que ce projet fut très avancé mais ne fournissent aucune explication quant à son échec final. Au début de son action Robin se présente d'ailleurs comme un « socialiste ». Il crée une Société de propagande socialiste par l'art et la science, au sein de laquelle il développe les théories pédagogiques qui l'ont rendu célèbre mais également les théories néo-malthusiennes (17).

Les premières adhésions de membres influents du courant socia-

(16) Ce travail, qu'Elisée Reclus avait également refusé pour *La Révolte* (« Il nous est impossible de le publier car il y a là des questions de malthusianisme que nous considérons comme appartenant au domaine privé et par conséquent ne pouvant être traitées dans un journal public »), fut, plus tard, publié en brochure par la Ligue de la régénération humaine sous le titre de *Pain, loisir, amour*.

(17) Il est vrai qu'à la même époque, pour faciliter la diffusion de ses idées, Robin, se fait franc-maçon, participe aux activités de la Ligue des droits de l'homme, présente, au nom de son organisation, un rapport au congrès libertaire de 1900 (qui sera interdit par la police).

liste ne vont pas tarder. Ainsi celle du docteur Meslier qui, alors, est député, et qui, sa vie durant, se dépensera sans compter pour la cause néo-malthusienne. Eugène Fournière, le futur directeur de la *Revue socialiste*, adhère dès 1897, alors qu'il est conseiller municipal socialiste de Paris. Aussi, le 15 janvier 1898, la Ligue de la régénération humaine, qui n'a pas deux ans d'âge, peut organiser, à la Maison du Peuple, impasse Pers, dans le 18^e arrondissement, une conférence, sous les auspices conjoints du socialisme et du néo-malthusianisme, au cours de laquelle, Eugène Fournière, conseiller municipal de Paris, parle « du néo-malthusianisme et du socialisme », et le docteur Meslier, député de la Seine, « des avantages nombreux que présente la limitation scientifique du nombre des naissances ».

En 1900, la ligue néo-malthusienne réalise deux nouvelles conversions de la plus grande importance. Celle d'Alfred Naquet d'origine blanquiste, ardent boulangiste, qui lui apporte la caution de son renom scientifique et de son prestige d'ancien député et d'ancien sénateur. Naquet ne perdra jamais de vue les dangers de contradiction liés à son double attachement au néo-malthusianisme et au socialisme :

Jusqu'ici, néo-malthusiens et socialistes se considèrent comme adversaires : les néo-malthusiens — ou du moins beaucoup d'entre eux — parce qu'ils jugent inutile et vaine toute réforme sociale qui ne tiendra pas compte de la loi établie par eux ; les socialistes, parce qu'ils trouvent dans la propagande néo-malthusienne une dérivation à la propagation de leurs idées, à la réalisation de leurs espérances. En réalité, ils devraient être alliés et ils ne peuvent rien les uns sans les autres (18).

Autre adhésion, celle de Clauzel, d'autant plus importante qu'elle constitue la première étape d'une conversion progressive de l'équipe de rédaction de *La Petite République* au néo-malthusianisme. Après Clauzel, c'est le tour de Jean-Baptiste Clément, puis de Turot... En mai 1901, *Régénération* peut citer *La Petite République* dans la courte liste des journaux qui lui témoignent de la sympathie.

Les ralliements de militants socialistes vont continuer. Parmi ceux-ci : Jean Colly, Charles Gratz, Tarbouriech, Albert Willm, Madeleine Pelletier, Gustave Hervé... mais, on pourrait en allonger la liste, un fait subsisterait : les noms les plus prestigieux n'y figureraient pas !

En 1902, *Régénération* pouvait déplorer que « parmi les socialistes de toutes écoles, étatistes ou libertaires, il n'en est encore aucun de ceux qu'on appelle chefs de parti, qui ait accordé à la question de la prudence procréatrice [...] une place sérieuse dans leurs études ».

Jaurès ne s'est jamais prononcé. Est-il possible de faire parler ce silence ? Est-ce un signe d'indifférence ? Ce serait difficilement croyable étant donné l'ampleur qu'a pris le débat... Alors, pour ? contre ? Il vaut mieux écouter son silence et remarquer qu'il s'est bien gardé de se prononcer.

(18) A. NAQUET, « Malthusianisme, néo-malthusianisme et socialisme », *Génération consciente*, juin 1910.

La position de Guesde ne fait, en revanche, aucun doute. Il a, à plusieurs reprises, exposé publiquement son opposition au néo-malthusianisme : en bon élève de Marx, il estime que la surpopulation n'est que relative et étroitement liée au système capitaliste, « la table du banquet de la vie surtout mal dressée ». Lafargue est d'un avis semblable, il l'a dit à plusieurs reprises. Albert Thomas s'en est expliqué dans *L'Humanité* : « M'appuyant sur une brochure, alors récente, de mon ami Hertz, je tentais de démontrer que cette propagande était contraire à l'intérêt socialiste. Mais même alors, même contre Hertz, je m'élevais contre les poursuites intentées » (19). Et Marcel Sembat : « S'il faut des Chinois aux patrons pour remplacer les enfants qui ne naîtront pas, les patrons en feront bientôt débarquer à Marseille. Le néo-malthusianisme est un palliatif insuffisant. » « Mais oui, mon cher Robin [...], plus le peuple fera d'enfants, plus nous aurons de révolutionnaires » (20).

Quant à Vaillant, il ne semble pas s'être prononcé, du moins publiquement.

Les attaques anti-malthusiennes à l'intérieur du Parti socialiste s'expriment, comme le signale Albert Thomas dans la citation ci-dessus, à travers un certain nombre de textes largement diffusés.

Tout d'abord *Socialisme et néo-malthusianisme*, un texte du docteur Oguse qui paraît dans *La Revue socialiste* en 1907, puis sous forme de brochure :

A toutes les époques, des bienfaiteurs surgissent avec des remèdes miraculeux [...]. Parmi celle-ci, erronée, peu nouvelle, mais séduisante, le néo-malthusianisme.

Les moyens préconisés par les néo-malthusiens sont connus sans eux et étaient connus avant eux ; tous les pharmaciens et herboristes font commerce de ces spécialités délicates.

En résumé, pour le docteur Oguse, le néo-malthusianisme est une escroquerie, et, qui plus est, une escroquerie dangereuse, car elle risque d'abuser le prolétariat en lui faisant faussement espérer une amélioration de son sort alors que « la tactique socialiste seule conduit les prolétaires vers la conquête certaine du bien-être »... (21).

En mai 1911, *La Revue socialiste* recommande à ses lecteurs la lecture d'une autre brochure anti-malthusienne d'expression socialiste. Il s'agit de *Socialisme et dépopulation* de Robert Hertz, brochure composée de très larges extraits d'un article paru dans le numéro 10 des *Cahiers du socialiste* et que certains éléments du parti s'efforcent de populariser. Ce texte, qui a parfois été présenté à tort comme exprimant le point de vue officiel du Parti socialiste (il n'existe aucune trace d'une doctrine du Parti socialiste et, à plus forte raison, aucune doctrine démographique officielle de ce parti),

(19) *Rénovation*, mars 1912, en réponse à un appel à la solidarité contre les persécutions dont sont victimes les néo-malthusiens.

(20) Ces citations sont extraites, pour la première de *Génération consciente*, novembre 1908, pour la seconde de : A. ARMENGAUD, « Mouvement ouvrier et néo-malthusianisme au début du xx^e siècle », *Annales de démographie historique*, 1966. Dans un cas comme dans l'autre, dates et lieux ne sont pas précisés.

(21) Tarbouriech, député socialiste et néo-malthusien convaincu, critiqua très violemment l'article d'Oguse dans *Régénération* de novembre 1907.

est très curieux. Il faut d'abord remarquer que son auteur, qui collabore également aux efforts de la Ligue française de la moralité publique, est animé du même patriotisme que celui qui, quelques années plus tard, conduira Hervé à renier le néo-malthusianisme.

Après avoir reconnu que le « Conseil supérieur de l'assistance publique a proclamé en 1900 qu'il était matériellement impossible à une famille ouvrière de salaire moyen d'élever plus de deux enfants » et que les couples devaient décider librement de leur fécondité (22), Hertz estime que la limitation des naissances qui est, de cette façon, pour ainsi dire imposée à la classe ouvrière, tout en étant « une des tendances les plus profondes et les plus irrésistibles de notre temps », ne correspond ni à l'intérêt de la France — et donc de l'humanité — ni à celui du prolétariat (23). Il est donc nécessaire, d'une part, que la classe ouvrière ait beaucoup d'enfants, sans que cela la réduise à la misère, et que, d'autre part, elle puisse les élever dans les meilleures conditions possible. Pour remplir ce double programme il n'y a qu'une solution : le socialisme « qui veut que la nation se regarde comme une grande famille, responsable du bien-être et de la santé de tous ses enfants ».

Gabriel Giroud, le gendre de Paul Robin, présente ce manifeste comme une « brochure inepte ». *Le Malthusien*, dans son numéro de novembre 1910, s'amusera à en citer de larges extraits, judicieusement choisis pour leur consonnance néo-malthusienne, et s'exclamera : « c'est pitié de voir la librairie du Parti socialiste éditer des brochures déconcertantes d'illogisme », pour conclure : « c'est bon, fort bon pour nous ». Alors que cette manifestation de nationalisme, et le succès qu'elle rencontra, auraient dû faire naître de sérieuses inquiétudes et redouter une trahison future.

L'oppression des marxistes du Parti socialiste au néo-malthusianisme provoqua la diffusion d'une troisième brochure théorique : *Que devons-nous penser du néo-malthusianisme ?* qui reprenait le texte d'une conférence prononcée à Montpellier, en 1909, par le docteur Vargas. Vargas ne mache pas ses mots : « Si vous approchez des néo-malthusiens, il vous sera bien difficile, à part quelques individus, représentants isolés d'une espèce très rare, de ne pas les considérer en bloc comme des malades ou des imbéciles. » Pour Vargas, quoi qu'ils puissent en dire, les néo-malthusiens sont coupables d'un péché capital : ce sont des réformistes. Son argumentation est solide et se base sur une lecture critique des textes édités par les néo-malthusiens :

Non seulement ils semblent admettre l'existence du salariat et faire tendre leurs efforts à le rendre plus supportable, [...] aux prolétaires, comme ils nous le crient, par exemple, dans des « papillons » conçus dans ce genre :

(22) Cependant Hertz, qui n'en est pas à une contradiction près, estime nécessaire la répression de la propagande néo-malthusienne, ce qui, étant donné la grande ignorance des Français en matière de contraception, limite singulièrement la portée de ce choix !

(23) Pour démontrer que l'ouvrier conscient devrait souhaiter une importante descendance, Hertz met en avant toute l'argumentation classique des ligues repopulatrices : dangers liés à l'importation de main-d'œuvre étrangère, vieillissement qui nuit à la combativité de la classe ouvrière, etc.

Moins il y aura de bras sur le marché du travail
Plus les salaires seront élevés
AYONS PEU D'ENFANTS

Mais ils proclament tout haut la nécessité de procréer juste selon les besoins du capitalisme, voir l'annonce que *Génération consciente* a fait passer dans *La Révolution* du 8 février 1909 : « Il faut que les travailleurs proportionnent le nombre de leurs enfants à la quantité de bras nécessaires sur le marché du travail. »

Dans la ligne qui fut longtemps celle du Parti ouvrier français et qui se manifesta en particulier par l'hostilité à la construction d'habitations à bon marché par les communes, Vargas refuse toute transformation sociale qui ne soit pas « la Révolution » :

Nous ne voulons pas un prolétariat plus heureux, des familles ouvrières mieux tenues, vivant plus hygiéniquement, des enfants soustraits aux promiscuités dangereuses, des femmes du peuple qui ne soient plus exposées aux dangers des avortements répétés : nous voulons la suppression du prolétariat [...]. Et toute théorie qui nous propose des améliorations à un état de choses que nous voulons supprimer et non améliorer n'a droit qu'à notre hostilité.

Enfin, il importe d'autant plus de lutter contre les théories néo-malthusiennes que

aujourd'hui cette doctrine [me] semble réellement prendre une part trop importante dans les préoccupations de certains révolutionnaires, elle devient envahissante, hypertrophique [...]. Dans les milieux anarchistes, elle gagne des militants et des meilleurs, les absorbe complètement ou presque complètement.

Trois condamnations n'en valent pas toujours une ; ces textes qui, les uns comme les autres, ont été souvent considérés à tort comme exprimant de façon quasi officielle la réprobation du Parti socialiste se contredisent beaucoup trop !

En fait, il faut croire Compère-Morel lorsqu'il s'exclame, en février 1913, à la Chambre des députés : « C'est absolument faux ! Le Parti socialiste n'a jamais pris de décision à ce sujet. »

L'Humanité, à quelques rares exceptions, suit son directeur et évite prudemment le débat. Le sommaire de *Régénération* peut y figurer à plusieurs reprises, des annonces de l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française s'y trouvent également. A certains moments, la volonté de *L'Humanité* d'éviter à tout prix de parler du néo-malthusianisme frôle le ridicule comme en témoigne cette anecdote relatée par *Génération consciente* en décembre 1913. *L'Humanité* ayant demandé à ses lecteurs quels seraient, le cas échéant, les trois livres qu'ils emporteraient en vacances, des néo-malthusiens ont répondu. Leurs réponses ont été déformées. Pour l'un *Peu d'enfants*, d'Eugène Lericolais, devient « un livre de sociologie », *L'Éducation sexuelle*, de Jean Marestan, devient « un livre de physiologie ». Une liste comportant trois ouvrages néo-malthusiens n'a pas été publiée. *La Revue socialiste*, elle, est invariablement et violemment anti-malthusienne ; toutefois, son directeur,

Eugène Fournière, est un des militants néo-malthusiens les plus convaincus et les plus actifs. Parmi la bonne centaine de petits hebdomadaires socialistes qui paraissent en province, une vingtaine publient, de façon plus ou moins régulière, des articles favorables au néo-malthusianisme. On peut citer : *Le Travailleur socialiste de l'Yonne*, *L'idée socialiste*, de Lyon, *Le Parti socialiste* (organe des fédérations socialistes du Cher et de l'Indre), *Le Progrès de Normandie*, *Le Progrès de Seine-et-Marne*, *La Franche-Comté socialiste*, *Les Tablettes socialistes* (Marseille), *Le Socialiste de l'Ouest*, etc.

Le seul organe de la grande presse socialiste qui soit, du moins pendant très longtemps, véritablement néo-malthusien est *La Guerre sociale*. Certes Hervé est plutôt radical, anticlérical et antimilitariste, que socialiste au véritable sens du mot, mais, depuis l'unification, il est membre du Parti socialiste et, même, membre de la Commission administrative permanente de ce parti. Certes aussi l'autre animateur du journal, Almereyda, est anarchiste. Mais pour l'essentiel on est en droit de considérer *La Guerre sociale* comme un authentique journal socialiste et, en outre, comme l'un des plus populaires puisqu'il tire à plus de 50 000 exemplaires...

L'adhésion d'Hervé au néo-malthusianisme ne se manifeste d'ailleurs pas uniquement par l'orientation de la presse « socialiste insurrectionnelle », il est en outre, avec Humbert, le co-éditeur de *L'Éducation sexuelle* de Jean Marestan, et sa librairie est un centre important de propagande néo-malthusienne. Cet engagement est fortement critiqué par certains membres de la direction du Parti socialiste, preuve en est cet accrochage que rapporte *Le Prolétaire* du 6 février 1909 au cours de son compte rendu de la séance du conseil national du Parti socialiste unifié du 24 janvier :

Un léger incident se produit alors entre les citoyens Lafargue et Hervé. Le premier reproche à *La Guerre sociale* de laisser envahir sa librairie par des brochures néo-malthusiennes dont la doctrine est antisocialiste.

Hervé déclare être partisan du néo-malthusianisme, mais, ajoute-t-il, la vente porte principalement sur les brochures antimilitaristes et socialistes.

Un des premiers signes du ralliement d'Hervé au camp des patriotes et des bellicistes sera sa haine soudaine du néo-malthusianisme. Ainsi, l'on peut lire dans la *Guerre sociale* du 10 juin 1914 :

Avec sa faible natalité, voulue délibérément par le néo-malthusianisme égoïste, imbécile et criminel de toutes les classes de la société, la France est battue d'avance par la populeuse Allemagne, dans la course aux gros effectifs de paix.

Le néo-malthusianisme est en train de vider la France et, en la vidant, d'éteindre le plus grand foyer de liberté intellectuelle et d'humanité qu'il y ait en ce moment dans le monde.

Le 17 juin 1914, Hervé appelle le néo-malthusianisme « le phylloxéra de la race française »...

Pour conclure en ce qui concerne le Parti socialiste, il faut donc nuancer les jugements péremptifs de certains auteurs qui ont pu

parler de condamnation du néo-malthusianisme et, tout en reconnaissant la prédominance des courants hostiles, souligner l'importance des débats et la diversité des opinions.

Deux tentatives contradictoires

Une telle étude, qui se propose de réfléchir sur l'impact de la propagande néo-malthusienne sur la classe ouvrière française, ne saurait, enfin, négliger deux tentatives marginales qui visaient également à influencer sur la fécondité des travailleurs : la création d'une organisation néo-malthusienne de classe — la Fédération des Groupes ouvriers néo-malthusiens —, et, à l'opposé, les efforts des organisations qui luttèrent en faveur d'une démographie dynamique.

L'histoire de la Fédération des groupes ouvriers néo-malthusiens est très mal connue, son existence, même, n'est que rarement mentionnée. Il est vrai que cette « fédération » n'a eu qu'une vie éphémère et, pour une grande part, fictive. Il est également vrai qu'elle n'a pas compté en son sein de figures aussi prestigieuses que celles de Paul Robin ou d'Eugène Humbert, ni, donc, de Jeanne Humbert et de Gabriel Giroud pour l'immortaliser... L'on ne saurait cependant passer sous silence ses efforts originaux pour établir la jonction entre mouvement ouvrier et néo-malthusianisme.

Après sa brouille avec Humbert, Robin avait songé à organiser la vente des objets de préservation sexuelle sous forme d'une coopérative et à inciter les coopératives ouvrières de consommation à étendre l'éventail de leurs ventes à ces produits. Ce fut un échec. L'idée d'une coopérative ouvrière néo-malthusienne n'était cependant pas perdue, ce fut elle, ainsi que le souci de travailler à une œuvre disons moins personnelle que celle d'Humbert et de Gros, qui fut à l'origine de la création des GONM.

La Fédération des GONM voit le jour durant l'hiver 1910-1911. Parmi les noms de ses fondateurs théoriques l'on peut relever ceux de quelques personnalités : le docteur Sicard de Plauzolles, de la Ligue des Droits de l'Homme, Yvetot, de la CGT, Ch. A. Laisant... En réalité, elle est essentiellement animée par l'ouvrier mécanicien Verliac et par l'ancien garçon coiffeur Cauvin. En mars 1911, la Fédération prend son véritable départ avec la parution de son organe mensuel : *Rénovation*. Phénomène significatif, *Rénovation* n'est pas un organe uniquement néo-malthusien. Ses buts, précisés en sous-titre (Naissance limitée — Bonne éducation — Tempérance), en témoignent, comme sa déclaration d'intention qui figure en manchette de son premier numéro :

— Nous pouvons affirmer ne jamais travailler au profit d'une ou quelques individualités, car *Rénovation* sera une œuvre absolument impersonnelle, rigoureusement contrôlée par :

La Fédération des groupes ouvriers néo-malthusiens
 La Fédération des groupes ouvriers anti-alcooliques
 La Ligue ouvrière de protection de l'enfance.

Sans aucun doute, *Rénovation* place le néo-malthusianisme sur un

terrain beaucoup plus social que politique, ce qui pouvait atténuer l'opposition de bien des militants ouvriers. Cependant, bien que Paul Robin ait prévu, et même accepté, de telles motivations : « On peut être néo-malthusien sans s'appuyer sur la loi de Malthus, simplement en se plaçant au point de vue individuel, familial, ou encore en considérant la procréation volontaire comme un des moyens de faciliter l'avènement de l'état social que l'on rêve » (24). Les conceptions de *Rénovation* indignèrent les partisans du néo-malthusianisme le plus pur, en particulier, Gabriel Giroud, le gendre de Robin, le gardien de l'orthodoxie théorique : « *Rénovation*, encore qu'il en affiche la prétention, n'est pas un périodique néo-malthusien. C'est une feuille à tendances éducatives, un excellent organe de propagande anti-alcoolique. Quand, par accident, *Rénovation* traite du néo-malthusianisme comme doctrine, c'est en toute ignorance du sujet (25). » Par la suite Giroud, lui-même, fut plus réaliste et accepta de collaborer au nouveau périodique, ce qui était la meilleure façon de répandre la véritable doctrine néo-malthusienne. Toutefois, si, contrairement à ce que dit Giroud, le néo-malthusianisme occupe la plus grande place au sein des colonnes de *Rénovation*, il ne s'agit cependant pas d'un néo-malthusianisme dogmatique et l'effort de réflexion théorique est généralement superficiel. Bien qu'extrêmement brève, l'histoire de la Fédération des GONM comporte deux phases successives. Tout d'abord une période de développement spectaculaire durant laquelle la nouvelle organisation réussit à supplanter nombre des mouvements préexistants dans les milieux ouvriers. Ces succès sont dus à sa souplesse théorique et à son fonctionnement démocratique et décentralisé, mais, également, au dynamisme, voire à l'activisme, de certains de ses militants, en particulier de Camille Cauvin, et à la publicité qu'elle fit autour des procès qui en résultèrent.

Ce sont d'abord Alignier et Rossi qui sont poursuivis pour s'être présentés aux élections législatives à Puteaux et à Boulogne-sur-Seine et en avoir profité pour couvrir les panneaux électoraux de l'appel néo-malthusien « Aux travailleurs et à leurs compagnes ». Puis c'est le tour de Fabry, inculpé à la suite d'une conférence néo-malthusienne prononcée en mars 1911 à Albert (Somme). En réponse, la Fédération des GONM peut célébrer sa fondation par une grande conférence qui lui donne l'occasion de recouvrir les murs de Paris d'affiches multicolores portant l'appel suivant :

SUS AUX FAUX MORALISTES

Toutes les personnes de bonne foi seront avec nous contre les tartuffes bourgeois, contre les véritables malfaiteurs publics, qui, en réalité, ne veulent de nombreuses naissances chez les travailleurs que pour servir leurs passions dégoûtantes, pour entretenir l'armée du chômage et avilir les salaires, pour avoir des soldats destinés à défendre leurs coffres-forts contre les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur, c'est-à-dire être pourvus de chair à plaisir, de chair à travail et de chair à canon.

(24) Dans *Régénération*, décembre 1906.

(25) *Rénovation*, n° 9, 15 décembre 1911, lettre signée G. Hardy.

Il y a soixante ans ! Les classiques ne vieillissent pas ! La presse ne s'y trompe pas, et si elle ne montra pas beaucoup d'enthousiasme pour la justesse des formules, elle fit un grand cas du scandale...

Camille Cauvin devait, dans son travail de propagandiste, perpétuer cette recherche du spectaculaire et de la provocation. Tout d'abord il rénove le style des conférences néo-malthusiennes en les liant à la propagande anti-alcoolique et anti-militariste, mais, surtout, en les agrémentant, pour la première fois, de projections cinématographiques. En accord avec l'Union des syndicats de la Seine, Camille Cauvin va entreprendre une série de tournées du « Cinéma social », proposant un programme de propagande révolutionnaire où le néo-malthusianisme côtoie le syndicalisme, le pacifisme, l'anti-alcoolisme... Fort de l'appui des organisations syndicales, qui, souvent, ne ménagent pas leur peine pour transformer ces exhibitions en véritables fêtes révolutionnaires, et de la séduction qu'éprouve le public face à cette nouvelle forme de spectacle, Cauvin va multiplier à travers la France ses soirées triomphales.

Cauvin ne fut pas uniquement un propagandiste actif et efficace, une série d'actes pittoresques, le courage et la malice dont il fit preuve lors de ses démêlés avec la justice, étaient à même de faire de lui un véritable héros populaire. Renouant avec les méthodes de Cochon et de ses « compagnons de la cloche de bois », il installa un jour chez l'illustre « procréatomane », René Béranger, une famille nombreuse, déguenillée et sans logis, que le charitable « repopulateur » fit d'ailleurs immédiatement expulser. Face à la justice, Cauvin ne se départit pas d'une extraordinaire dignité, que celle-ci, à son habitude, taxa d'insolence et de provocation. Ayant été une première fois condamné par le tribunal correctionnel de Marseille pour sa propagande néo-malthusienne, il fait appel. Il est convoqué devant la cour d'appel d'Aix-en-Provence pour le 30 janvier 1913. Peu soucieux d'entreprendre un tel voyage uniquement pour répondre aux exigences de l'appareil répressif, il organise pour la veille au soir une conférence néo-malthusienne. La réunion est prévue à la Bourse du travail d'Aix-en-Provence. Le président de la Ligue aixoise contre la pornographie intervient auprès du maire ; celui-ci interdit l'usage de ce local municipal. La détermination de Cauvin reste entière, il réussit à trouver un patron de café acceptant de lui donner l'hospitalité. La conférence aura lieu, comble de l'ironie, au « Café du palais ». Un étudiant en droit, membre de la jeunesse catholique, Xavier Vallat, lui apporta la contradiction en qualité de fils de famille nombreuse, puis, sa pudeur ayant été offensée par les propos de Cauvin, porta plainte... Le lendemain, la Cour d'Aix confirme le jugement de Marseille (300 francs d'amende). Cauvin n'en est pas quitte pour autant, la plainte de Vallat lui vaut d'être de nouveau convoqué devant le tribunal correctionnel d'Aix le 17 juillet 1913. Cette fois, il n'accepte pas l'assistance d'un avocat et le Procureur lui refuse la communication de son dossier. Les audiences étant publiques et une bonne publicité ayant été faite, une foule se presse dans le Palais pour y entendre Cauvin profiter de sa défense pour prononcer une nouvelle conférence néo-malthusienne. Il lui en coûta une nouvelle fois 300 francs !

La Fédération des GONM réussit ainsi à regrouper treize groupes

à Paris, huit dans la banlieue et dix-sept en province. Soit un nombre de militants certainement relativement important quoique très difficile à préciser (26).

Pourtant, la tentative de doter le mouvement de nouvelles structures, en le transformant en une confédération de fédérations régionales, va échouer. A partir de 1913, le monde ouvrier se désintéresse quelque peu des problèmes démographiques. De plus, il commence à se lasser de la concurrence existant entre les organisations : les GONM ne s'adressent plus uniquement à leur Fédération en ce qui concerne leurs achats de préservatifs, ni même leur matériel de propagande. *Rénovation* témoigne de ce rejet du sectarisme :

Tous nos camarades savent que, au cours de ces douze dernières années, l'unité morale et matérielle s'est faite entre les diverses fractions syndicalistes, entre les nombreuses tendances socialistes, comme, aussi, dans la coopération entre les coopérateurs neutres et socialistes [...].

Or pourquoi dans l'action néo-malthusienne ne ferions-nous pas aussi la fusion de nos forces ?

Cette lettre d'un lecteur, que *Rénovation* publie en août 1913, témoigne d'une foi incontestable dans le fait que le néo-malthusianisme constitue l'une des composantes du mouvement ouvrier, elle constitue également une contestation des mobiles mis en avant lors de la fondation des GONM.

Mais déjà tout s'arrête. Lorsqu'éclate la première guerre mondiale, *Rénovation* disparaît, le mouvement est désorganisé, il ne cherchera pas à se reconstituer.

Pour s'allier la classe ouvrière, les néo-malthusiens n'avaient pas seulement à vaincre l'idéologie bourgeoise dominante et l'opposition de certaines théories révolutionnaires, ils voyaient également se dresser devant eux de puissantes organisations militantes soucieuses de sauver la France du péril de la dénatalité.

Une analyse plus détaillée de ces mouvements distinguerait parmi eux des « moralistes », d'une part, des « repopulateurs » d'autre part. Distinctions théoriques fondamentales, mais, du fait de leur convergence vis-à-vis du néo-malthusianisme, pour nous, négligeables.

La bourgeoisie, qui multiplie les preuves de son adhésion aux grands principes des repopulateurs et des moralistes, pratique depuis bien longtemps, et de plus en plus, la prudence procréatrice. L'effort repopulateur est demandé au peuple. La France manque d'ouvriers mais non de patrons. Toute l'argumentation des ligues repopulatrices ne vise qu'à entretenir la prolifération des individus les plus défavorisés, c'est d'eux que l'on exige toujours plus d'enfants pour répondre aux besoins des usines et des étendards. De la bourgeoisie, les repopulateurs n'espèrent pas des exploits procréateurs mais une meilleure conscience de ses intérêts se manifestent par un soutien actif.

Les ligues vont donc s'efforcer de toucher directement les classes

(26) Selon la police, le GONM d'Auxerre se serait composé de 42 militants en juillet 1911 et de 61 en janvier 1914... Mais il semble que celui-ci ait été des plus actifs et des plus puissants.

populaires qu'elles honorent d'une si haute mission. Elles vont développer une argumentation spécifique destinée à la classe ouvrière qui, cela ne leur échappe pas, peut avoir des soucis différents de ceux du patronat. Voyons-en les éléments ; cela impose certes la lecture d'assez longues citations, mais, jusqu'alors, cet article ne nous a donné que peu l'occasion de nous amuser.

Extrait d'un manifeste de l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française destiné aux ouvriers :

Néfaste pour les commerçants, les agriculteurs et les industriels, puisqu'elle ralentit les affaires, la diminution de la natalité est, par-dessus tout, funeste pour la classe ouvrière. [...]

La raréfaction de la main-d'œuvre détermine seulement un afflux d'ouvriers étrangers qui viennent remplir nos usines.

Ces immigrants, Italiens, Polonais, Galiciens, Kabyles, qui sont à peine civilisés, ne constituent pour nos patrons qu'une main-d'œuvre médiocre qui les met en état d'infériorité vis-à-vis de leurs concurrents étrangers ; pour nos ouvriers, ils constituent un voisinage très redoutable car ils refusent, par ignorance, d'entrer dans les syndicats ou de payer à ceux-ci leurs cotisations, et ils mettent par suite notre main-d'œuvre nationale dans l'impossibilité de défendre ses droits les plus légitimes.

[Suit un paragraphe consacré aux méfaits de la main-d'œuvre chinoise, puis...]

Il est pratiquement impossible d'interdire aux asiatiques l'entrée de notre territoire : ce serait d'ailleurs contraire aux aspirations d'entente internationale qui animent tous les ouvriers français.

Les repopulateurs se montrent fort attachés au succès du syndicalisme, des luttes revendicatives et même, de l'internationalisme prolétarien. Ils ne sont pas pour autant insensibles aux préoccupations du patronat.

Extrait d'une circulaire de l'Alliance nationale destinée aux milieux patronaux :

Comment aussi l'esprit des travailleurs ne deviendrait-il pas de plus en plus mauvais, étant donné que nous comptons chaque jour, parmi eux, un plus grand nombre de célibataires et d'hommes sans enfants ? Les ouvriers appartenant à cette catégorie sont, en effet, beaucoup moins sérieux que des pères de famille : n'ayant pas chez eux de jeunes bouches à nourrir, ils dépensent davantage au cabaret et, ne redoutant point d'être rapidement plongés dans la misère si leur patron les congédie, ils sont toujours disposés à prêter l'oreille aux excitations des meneurs syndicalistes. Plus ils seront nombreux dans nos usines, plus la mentalité de nos travailleurs sera mauvaise, et plus les grèves se multiplieront !

[...] Les meilleurs ouvriers sont ceux qui, dès l'enfance, se sont habitués à leur métier en le voyant pratiquer par leurs parents. Non seulement ils possèdent une habileté que de nouveaux venus n'arrivent pas toujours à acquérir, mais encore ils souffrent moins que ceux-ci de conditions de travail parfois pénibles, parce que l'accoutumance les leur fait considérer comme naturelles : ils sont, par suite moins portés à se révolter contre leur sort et à s'en prendre à leurs employeurs des duretés de leur existence. [...]

[Sur les étrangers.] Il devient, en effet, dès aujourd'hui impossi-

ble de faire venir ceux-ci en nombre suffisant, par suite de l'attraction qu'exercent sur eux les hauts salaires des pays neufs.

L'on pourrait multiplier de telles citations... Ce qu'il ne faudrait pas croire, c'est que cela n'est pas sérieux : en juillet 1913, l'Alliance nationale est reconnue d'utilité publique et reçoit une subvention de 50 000 francs (or, bien sûr) ; en 1914, le président de la République, Raymond Poincaré, qui n'a pas d'enfant, lui accorde son haut patronage. Ces efforts ne seront pas inutiles, la loi de 1920 interdira la propagande néo-malthusienne et la divulgation des procédés contraceptifs et abortifs.

Les repopulateurs tentent également de s'adresser directement aux travailleurs. Certains de leurs orateurs vont prononcer quelques conférences dans les universités populaires parisiennes ou dans les villes ouvrières, mais le public leur est généralement hostile et les néo-malthusiens, venant leur apporter la contradiction, tirent bien souvent à eux tout le bénéfice de la réunion. Quand ils refusent de laisser la parole à leurs opposants, ils sont exposés au chahut. Finalement, les repopulateurs et les moralistes n'organisent bientôt plus que des réunions privées, sur invitation, et sous la protection de la police.

Mais il est des lieux où leur propagande peut s'exercer de façon beaucoup plus favorable : dans les casernes, où ils obtiendront de nombreux officiers généraux que des causeries soient faites aux soldats, dans les usines, où des industriels sympathisants feront distribuer à leurs ouvriers des brochures anti-malthusiennes, ou, même, accrocheront aux murs des ateliers féminins des affiches présentant, de façon mélodramatique, les terribles accidents auxquels s'expose toute femme qui a recours à des méthodes abortives ou anti-conceptionnelles. Ils tentent également d'utiliser à leur profit le magnifique instrument de pénétration de l'idéologie bourgeoise que constitue l'école primaire, mais ils s'y heurtent à l'hostilité de très nombreux instituteurs. Il n'y a en définitive que la croyance religieuse, quand elle subsiste au sein de la classe ouvrière, pour permettre une diffusion relativement efficace des thèses repopulatrices.

Les succès remportés par les repopulateurs sont, en réalité, beaucoup plus apparents que réels, les primes à la fécondité, les scandaleux outrages à la liberté d'opinion et d'expression que constituent les mesures judiciaires puis législatives prises à l'encontre des néo-malthusiens, n'ont, semble-t-il, aucune incidence démographique...

Quelle influence ?

Si l'étude historique nous incite à considérer l'opinion émise par Lénine dans son texte cité en tête de cet article comme largement étrangère à la réalité française, il serait cependant souhaitable de pouvoir mesurer l'impact de la propagande néo-malthusienne sur la classe ouvrière par des statistiques démographiques. Or, d'une manière générale, les chiffres dont nous disposons ne nous le permettent pas.

Considéré globalement, le taux de natalité des Français baisse

régulièrement depuis le dernier tiers du XVIII^e siècle. Les taux de fécondité et de reproduction suivent une tendance comparable (du moins pendant la période concernée par cette étude). La population française a un comportement malthusien, celui-ci devenant de plus en plus net à partir de 1890-1900. Plusieurs indices statistiques nous permettent en effet de parler de malthusianisme, c'est-à-dire de stérilité largement volontaire : le nombre des mariages augmente et ceux-ci, au début du XX^e siècle, deviennent, lentement mais régulièrement, de plus en plus précoces ; la diminution de la fécondité ne touche pas, de façon égale, toutes les femmes, elle concerne plus spécialement les femmes d'un certain âge, mariées depuis un certain temps ; elle n'influence que peu le comportement des couples sans enfant, ou ne comptant que un ou deux enfants, pour ce faire sentir de façon de plus en plus forte au fur et à mesure que les familles s'étoffent. La diminution de la natalité française est due à une défaillance des familles nombreuses, ce qui est caractéristique d'une population malthusienne. Reste à savoir dans quelle mesure la propagande néo-malthusienne a joué un rôle dans cette évolution.

En fait, l'action des néo-malthusiens n'apparaît pas de façon nette dans les statistiques démographiques : le début de leur action, comme leur condamnation à la clandestinité, ne s'accompagne d'aucune variation sensible des tendances. Il ne faut pas s'en étonner outre mesure : en 1907, les néo-malthusiens, eux-mêmes, estimaient que leur propagande était encore « inconnue à 98 % des Français ». Bien que cette proportion se soit accrue de façon importante au cours des années suivantes, c'est peu...

Qu'en est-il pour la classe ouvrière en particulier ?

En ce qui concerne le nombre moyen d'enfants selon la profession du chef de famille, les premiers résultats dont nous disposons sont ceux du recensement de 1906. Nous pouvons les comparer avec les chiffres du recensement de 1911 et c'est tout. Il faut aller ensuite jusqu'en 1921 et, entre-temps, la guerre a tout bouleversé...

Ces chiffres ne sont cependant pas sans intérêt.

Nombre moyen d'enfants vivants pour 100 familles mariées

	1906	1911
Rentiers et sans profession	199	199
Hospitalisés, détenus	192	193
Militaires	134	126
Pêcheurs et marins	248	245
Patrons	217	226
Employés	158	150
Ouvriers	215	209
Ensemble	217	212

Si l'on accepte que le cas des militaires soit considéré comme très particulier, on doit constater que l'essentiel de la baisse de l'effectif moyen des familles provient des employés et des ouvriers, soit des salariés.

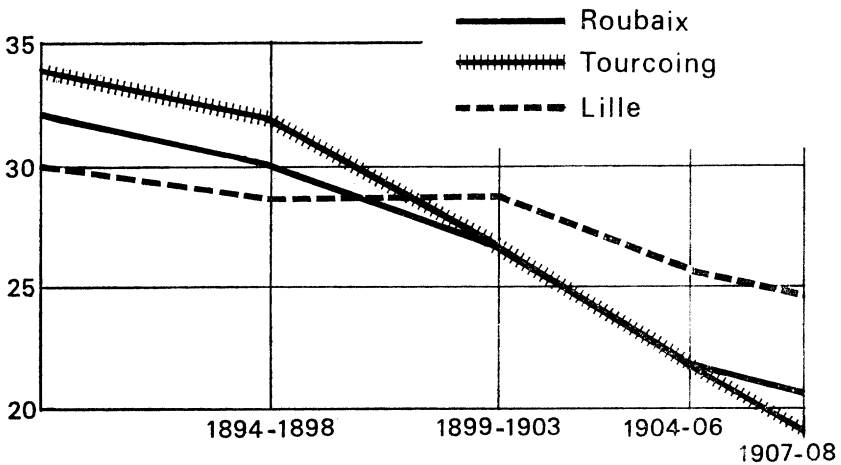
Cela serait insuffisant pour conclure à un succès du néo-malthusianisme. L'étude de plusieurs situations locales fournit cependant des indices allant dans le même sens.

De 1904 à 1907, sous la direction de Victor Cornil, une section néo-malthusienne développe une propagande intense dans l'agglomération de Roubaix-Tourcoing. Les effets néfastes de cette propagande, qui s'exerce surtout en milieu ouvrier, vont être dénoncés d'abord par la presse bourgeoise et cléricale locale ; bientôt, tout bon discours de repopulateur se devra de faire référence aux « terribles statistiques de Roubaix » que voici.

Nombre moyen des naissances en un an pour 1 000 habitants

	Roubaix	Tourcoing	Lille
1894-1898	30	32	29
1899-1903	27	27	29
1904-1906	22	22	26
1907-1908	21	19	25

Sur un graphique c'est encore plus beau !



Le début de l'activité de Victor Cornil et de ses amis semble bien coïncider avec une nette accélération de la dénatalité dans les trois villes, de plus, Lille, plus bourgeoise et moins touchée par la propagande néo-malthusienne, ne connaît pas la même chute.

Si l'on se livre à la même étude en ce qui concerne l'Yonne, autre département où les néo-malthusiens ont été très actifs, les résultats obtenus apparaissent encore plus probants. C'est à partir de 1910, avec la création du Groupe ouvrier néo-malthusien d'Auxerre, que la propagande anti-nataliste devient véritablement importante dans l'Yonne.

Taux de natalité pour mille

	1906	1907	1908	1909	1910	1911	1912	1913
France entière	20,5	19,7	20,1	19,5	19,6	18,6	18,9	18,8
Yonne	15,4	14,3	15,0	14,7	15,1	14,0	14,2	13,8

Jusqu'en 1910, l'Yonne, dont la natalité est déjà extrêmement faible, voit celle-ci régresser sur un rythme plus lent que celui de la moyenne nationale, ce qui peut paraître logique. Au contraire, à partir de 1910, l'écart se creuse de nouveau.

Egalement significative est la comparaison que l'on peut faire entre l'Yonne et l'Aube, département limitrophe, très proche dans sa composition sociologique, dont le taux de natalité est également très bas, quoique supérieur à celui de l'Yonne, mais où les néo-malthusiens n'ont pu créer un centre important de propagande.

Taux de natalité pour mille

	1906	1907	1908	1909	1910	1911	1912	1913
France entière	20,5	19,7	20,1	19,5	19,6	18,6	18,9	18,8
Aube	17,4	17,4	17,8	16,9	17,2	16,9	16,7	16,8

D'une façon régulière, la natalité de l'Aube, qui ne décroît que très faiblement, se rapproche de la moyenne nationale.

L'action du GONM d'Auxerre apparaît donc comme ayant été efficace, au point d'être visible sur les statistiques démographiques. D'autre part, l'on est suffisamment renseigné sur lui pour savoir que sa propagande s'est effectuée essentiellement dans les milieux ouvriers.

Toutefois, tant en ce qui concerne Roubaix-Tourcoing qu'en ce qui concerne l'Yonne, il est hors de doute qu'il s'agit de situations exceptionnelles aussi bien du point de vue de l'activisme des néo-malthusiens que des résultats qu'ils ont obtenus.

Les néo-malthusiens n'ont eu que quelques années pour développer leur action, ils se sont trouvés perpétuellement opposés à des réactions violentes et puissantes, leurs succès n'ont pu être que très partiels.

*
**

Producteur, l'ouvrier est également producteur de producteur — on peut dire reproducteur — : une machine qui pourrait être parfaite !

De par sa nature biologique, il est toutefois advenu, qu'en plus du rôle que la société lui assignait, l'ouvrier se livre à un travail de réflexion, individuel puis collectif, quant à l'utilisation de sa production. Ainsi, de la prise de conscience par les travailleurs du détournement social de leurs produits, est née la classe ouvrière.

La classe ouvrière est donc un phénomène social tirant son origine de la contestation de l'état social. Par essence, la classe ouvrière conteste l'aliénation sociale du fruit de son travail mais, de façon

contradictoire, elle n'en a jamais déduit, de façon globale et unanime, la contestation de l'aliénation sociale du fruit de ses amours.

L'histoire du mouvement néo-malthusien est en définitive l'histoire d'un double échec. Echec des militants néo-malthusiens écrasés sous le poids d'une répression à la limite de la légalité, à laquelle succéda une législation antidémocratique, sans qu'ils aient pu s'allier le puissant courant populaire qui exigeait de pouvoir contrôler sa fécondité. Echec du pouvoir politique dans ses tentatives pour imposer ses options démographiques.

L'activité procréatrice des Français est restée sourde aux appels de l'humanité souffrante comme à ceux de la patrie déclinante...

ANNEXE

Sources

L'inventaire des articles néo-malthusiens, ou concernant le néo-malthusianisme, parus dans la presse ouvrière avant 1914 occuperait une dizaine de pages. Il faut se reporter tout particulièrement à *La Voix du peuple*, *La Guerre sociale*, *Le Libertaire*, *L'Anarchie*, *Les Hommes du jour...* et feuilleter les collections de *Régénération* et de *Génération consciente* qui fournissent régulièrement d'amples indications bibliographiques.

En complément des textes cités au cours de cet article, les néo-malthusiens ont exposé leurs idées et leur action dans une série d'ouvrages dont les plus importants sont :

Gabriel Giroud, *Paul Robin, sa vie, ses idées, son action*, Paris, 1937.

Id., *Malthus et ses disciples*, Paris, 1912.

Jeanne Humbert, *Eugène Humbert, la vie et l'œuvre d'un néo-malthusien*, Paris, 1947.

Docteur Liptay, *La Préservation sexuelle*, Paris, 1907.

Docteur Madeleine Pelletier, *L'Emancipation sexuelle de la femme*, Paris, 1912.

Etudes récentes

Philippe Ariès, « La contraception autrefois », *L'Histoire*, n° 1, mai 1978.

André Armengaud, *Les Français et Malthus*, Paris, Presses universitaires de France, 1975.

Roger-Henri Guerrand, *La Libre maternité*, Paris, Casterman, 1971.

Angus MacLaren, « Sex and socialism : the opposition of the french left to birth control in the nineteenth century », *Journal of the history of ideas*, juillet-septembre 1976.

Jean Maitron, *Le Mouvement anarchiste en France*, Paris, Maspero, 1975.

Jean Maitron, « Les thèses révolutionnaires sur l'évolution de la famille du milieu du XIX^e siècle à nos jours », *Renouveau des idées sur la famille*, Cahiers de l'INED, 1954.

Jean Sutter, « L'Evolution du néo-malthusianisme en France depuis un siècle », *Revue internationale de gynécologie*, 1955.

Pierre CASPARD

LA FABRIQUE-NEUVE DE CORTAILLOD

Entreprise et profit pendant la Révolution industrielle
1752-1814

Co-édition Publications de la Sorbonne/Editions Universitaires de Fribourg.

REVUE ECONOMIQUE

Vol. XXX, n° 1

Janvier 1979

NUMERO SPECIAL FRANCO-ISRAELIEN

Nadav HALEVY, The exchange rate in Israel : Policy and opinion.
Haim BARKAI, Productivity and factor allocation in Kibbutz farming and manufacturing.

Benjamin EDEN, The role of nominal contracts in the allocation of risk and linkage to the quality of money.

Haim LEVY, Projects evaluations, government intervention and the price of foreign exchange.

Jacques VICTORRI, Le rôle du secteur public dans la politique économique.

Jacques LE BOURVA, Les établissements de crédit en France.

Alain BIENAYME, La politique des revenus en France.

Texte d'introduction de E. LISLE.

Rédaction : 54, bd Raspail, 75006 PARIS

Vente et Abonnements : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 27, rue Saint-Guillaume, 75341 PARIS CEDEX 07.

ABONNEMENTS 1979 (six numéros)

<i>Institutions</i>		<i>Particuliers</i>	
France	220 F	France	140 F
Etranger	230 F	Etranger	150 F

Le numéro : 40 F